

Lettre ouverte aux dirigeant·e·s mondiaux : Taxez les riches pour une transformation économique durable

Date : 13 janvier 2023

À l'attention des: Dirigeant·e·s mondiaux

Earth4All

Transformational Economics Commission

Cher·e·s dirigeants et dirigeantes,

Dans quelques jours, certaines des personnes les plus riches de la planète se réuniront à Davos pour discuter des problèmes les plus urgents auxquels l'humanité est confrontée. Cependant, il est peu probable qu'elles aient le courage de se pencher sur les véritables racines de ces problèmes.

Cette lettre s'adresse à tous les dirigeants et dirigeantes qui s'engagent en faveur de sociétés démocratiques stables; des sociétés capables de prendre des décisions à long terme pour le bien commun. Les valeurs démocratiques rassemblent à la fois les partisans de la gauche et ceux de la droite. Or, l'inégalité des richesses et des revenus contribue à l'érosion des institutions et des valeurs démocratiques.

Selon la "[Transformational Economics Commission](#)" de l'[initiative Earth4All](#), si rien n'est fait, l'inégalité des richesses et des revenus continuera de croître au cours de ce siècle, provoquant des tensions sociales croissantes. Ce qu'il faut, c'est un nouveau contrat social entre les citoyens et les gouvernements, fondé sur une plus grande redistribution des richesses : une politique fiscale juste et équitable qui impose la richesse pour s'attaquer directement aux inégalités.

Pourquoi est-ce nécessaire maintenant ?

Alors que des millions de personnes sont mortes pendant la pandémie mondiale et que des milliards de personnes ont souffert, [les dix hommes les plus riches ont vu leur fortune doubler](#). [Les 10 % les plus riches de la population mondiale s'approprient aujourd'hui 52 % des revenus mondiaux et accaparent 77 % de la richesse mondiale](#); la moitié la plus pauvre de la population mondiale ne touche que 8 % des revenus mondiaux et possède 2 % de la richesse mondiale. Et ce fossé ne cesse de se creuser.

Alors que le monde est en pleine urgence climatique, [les 1 % les plus riches - plus de 80 millions de personnes - sont de loin la source d'émissions qui augmente le plus rapidement](#). Cette consommation luxueuse de carbone intervient à un moment où, chaque mois, le monde consomme 1% du budget carbone encore disponible pour tout espoir de stabiliser le climat à 1,5°C.

Alors que le monde n'a jamais été aussi riche, la plupart des gens sont maintenus dans un état d'insécurité économique. Nous traversons une polycrise et les citoyens du monde entier souffrent de l'augmentation du coût de la vie, de la stagnation des salaires, d'une récession imminente et d'une pauvreté persistante, autant de facteurs qui contribuent à un dangereux recul de la démocratie.

Alors que le monde est en proie à une crise énergétique due à la guerre en Ukraine, [les entreprises de combustibles fossiles engrangent des centaines de milliards de dollars](#).

La croissance ne permettra pas au monde de s'en sortir. Les crises vont continuer à évoluer, à se heurter les unes aux autres et à se dégrader rapidement, avec des crises encore plus graves à l'horizon : [la Terre a déjà franchi six des neuf limites planétaires](#).

Le gouffre qui se creuse entre la poignée de super riches et le reste de la population est propice à la formation de sociétés profondément dysfonctionnelles et polarisées. Cela ne peut plus continuer. La concentration des richesses entraîne une concentration du pouvoir, ce qui confère aux plus riches une influence disproportionnée sur les institutions gouvernementales. Cela nuit à la confiance des citoyens dans la démocratie, ce qui rend ensuite plus difficile pour les gouvernements de prendre des décisions à long terme qui profitent à la majorité des gens. D'autre part, les pays plus égalitaires ont tendance à obtenir de meilleurs résultats en matière de confiance dans les institutions, d'éducation, de mobilité sociale, de longévité, de santé, d'obésité, de mortalité infantile, de santé mentale, de taux de criminalité et d'attitude à l'égard de l'environnement.

La commission "*Transformational Economics Commission*" de l'initiative Earth4All conclut que, si rien n'est fait, les inégalités de richesse et de revenus continueront de se creuser au cours de ce siècle, avec des conséquences dévastatrices pour les sociétés. L'accroissement des inégalités contribuera à la montée des tensions et des troubles sociaux.

Il est impératif de s'attaquer aux inégalités de richesse et de revenu pour renforcer la résilience face aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés et pour garantir une plus grande sécurité et stabilité économiques. Une répartition plus équitable des richesses et des revenus réduira les tensions sociales et améliorera le bien-être. Elle contribuera également à rendre les démocraties plus stables, afin qu'elles soient mieux à même de faire face aux chocs et de prendre des décisions rationnelles à long terme pour le bien commun.

Si nous tenons à la démocratie, si nous tenons à la stabilité et si nous tenons à notre avenir, les gouvernements doivent redistribuer les richesses et les revenus de manière plus équitable.

Nous proposons que d'ici 2030, les 10 % les plus riches de tous les pays perçoivent moins de 40 % des revenus nationaux. Il existe de nombreux leviers nécessaires pour opérer une transformation aussi fondamentale, mais tous exigent des niveaux d'engagement et de dépenses publiques beaucoup plus élevés. La réduction des inégalités de richesse et de revenu peut être obtenue par une imposition progressive des revenus et de la richesse des particuliers et des entreprises. Malheureusement, la plupart des systèmes fiscaux dans le monde sont à la fois obsolètes et régressifs. Ils ne peuvent tout simplement pas générer les recettes nécessaires, ni garantir que les riches paient plus que les pauvres par rapport à leurs revenus. Mais il est possible de remédier à cette situation, à condition qu'il y ait une volonté politique de prendre les bonnes mesures.

C'est pourquoi nous demandons aux dirigeants du monde entier de prendre des mesures ambitieuses cette année pour :

- **Imposer la richesse**, en particulier les actifs des personnes extrêmement riches, quel que soit l'endroit où cette richesse est détenue, y compris les paradis fiscaux, et rendre cela possible en

développant et en partageant les registres nationaux des actifs détenus sous différentes formes.

- **Imposer plus progressivement les revenus**, y compris les revenus du capital.
- **Imposer les entreprises** - appliquer en 2023 un impôt mondial minimal sur les entreprises, proche du taux moyen mondial de 25 %, et soumettre les multinationales aux mêmes taux que les entreprises nationales en instaurant une imposition unitaire de leurs bénéfices mondiaux sur la base de la part de chaque pays dans les ventes, l'emploi et les actifs détenus dans chaque pays.
- **Taxer les bénéfices exceptionnels dans tous les secteurs**, en particulier les bénéfices réalisés pendant les périodes de pénurie et de spéculation, alors que le reste du monde est moins bien loti.
- **Taxer la consommation de carbone et de biosphère de luxe et supprimer progressivement toutes les incitations fiscales en faveur des combustibles fossiles.**

Pour compléter ces efforts, les gouvernements doivent une fois pour toutes supprimer les échappatoires fiscales internationales et éliminer les structures fiscales perverses en vue d'investir toutes les recettes de l'impôt progressif sur la fortune et le revenu dans des programmes sociaux, l'autonomisation des femmes, la décarbonisation et la transformation des systèmes énergétiques et alimentaires au service des besoins des populations.

Les chefs d'entreprise réunis à Davos cette semaine peuvent penser que cette stratégie va à l'encontre de leurs intérêts individuels et à court terme, mais il s'agit d'une vision très limitée et finalement autodestructrice. Nous les appelons à défendre cet agenda de redistribution et à être une force positive pour la démocratie, la stabilité et l'avenir à long terme de l'humanité.